

lombie-Britannique demandèrent un prêt et elles l'obtinrent sans qu'on leur eût demandé d'approuver le Conseil des prêts. Il n'est donc pas surprenant que les provinces cherchent à sauvegarder leur autonomie. Ce que cherche le Gouvernement n'est pas d'unifier le Canada mais d'unifier le gouvernement fédéral. Les gouvernements provinciaux deviendront de simples administrateurs. Je considère que la province de Québec a droit à des félicitations pour la perspicacité dont elle a fait preuve à ce sujet.

On a parlé du projet de modification de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Je n'ai pas l'intention de m'attarder sur ce sujet car il a été très bien exposé, il me semble, par mon collègue, l'honorable député de Jasper-Edson (M. Kuhl). On demande aux provinces d'approuver un amendement dont elles ne connaissent pas le premier mot et dont elles ne peuvent rien connaître tant que ce Gouvernement ne leur aura pas fourni les renseignements voulus. Tout le monde peut se rendre compte que le but du Gouvernement est de centraliser les pouvoirs, d'enlever aux provinces tous les pouvoirs dont elles jouissent et comme je l'ai dit d'en faire de simples administrateurs.

Pourquoi sacrifions-nous tant d'argent en dépenses administratives? Il n'y a aucun doute que nous avons trop de gouvernements. J'approuve l'honorable député de Jasper-Edson quand il dit que ce n'est pas une modification de la Constitution dont nous avons besoin mais une nouvelle constitution grâce à laquelle les provinces n'auraient plus de griefs. Je considère que nous pourrions nous débarrasser complètement de notre système actuel d'administration fédérale. On devrait, d'après moi, désigner quinze membres de chacune des législatures provinciales pour s'occuper des affaires provinciales. Les premiers ministres de toutes les provinces pourraient ensuite se réunir et constituer pendant six ou huit semaines, ou peut-être trois mois par année, un gouvernement fédéral. On pourrait de cette façon abattre beaucoup plus de besogne et l'unité règnerait davantage au pays. Les différents premiers ministres seraient plus au courant des problèmes auxquels les provinces ont à faire face que ne le sont les membres de la Chambre des communes. Cela mettrait fin à bien des frictions qui existent entre les provinces et aurait pour effet de créer entre elles des rapports plus étroits. Nous aurions alors une confédération bien constituée.

On a parlé l'autre jour de la distribution des secours dans l'Ouest et je veux saisir cette occasion de remercier le Gouvernement pour ce qu'il a fait. Ce travail s'est accompli d'une façon excellente, bien qu'il y ait

[M. Johnston (Bow-River).]

eu quelques abus dont le Gouvernement n'a peut-être pas eu connaissance. Il est admirable que la population de l'Est canadien ait jugé à propos de venir en aide à celle de l'Ouest. Par suite, probablement de lacunes dans l'administration, il s'est néanmoins commis des abus, et des individus ont injustement profité de cette distribution de vivres.

Quand des wagons de pommes, de fromage et de haricots sont arrivés dans certaines localités de ma circonscription, et en dehors, chaque individu de cette localité a reçu des secours. Un honorable membre du Gouvernement représentant d'une circonscription dont j'oublie le nom en ce moment, a déclaré l'autre jour que tout le monde a été plus que satisfait. Je connais des cas où tous les citoyens d'une petite ville, y compris le médecin, l'avocat, le marchand et les autres, ont reçu des boîtes de pommes et d'autres produits alimentaires. Ce n'est pas du tout dans cette intention qu'on a expédié ces vivres dans l'Ouest et je suis certain que ceux qui les ont envoyées ne seraient pas contents d'apprendre qu'on en a distribué une partie à des gens qui avaient plus de vivres qu'il ne leur en fallait.

Pour terminer, je formule l'espoir de voir le Gouvernement surveiller la chose de plus près et faire en sorte que l'on ne distribue pas ces produits de cette façon.

J'ai l'intention de voter pour l'amendement à la motion relative à une Adresse en réponse au discours du trône.

M. ROBERT FAIR (Battle-River): Monsieur l'Orateur, au nom des gens de ma circonscription et de la province de l'Alberta, je désire me joindre à l'honorable député de Bow-River (M. Johnston) pour remercier les gens des autres provinces du Canada d'être venus récemment à notre secours. Nos gens avaient grandement besoin des provisions qu'on leur a envoyées et ils les ont certes grandement appréciées. Nous espérons voir s'améliorer la situation dans l'Alberta et dans tout le Canada afin que tous les citoyens puissent subvenir à leurs propres besoins sans avoir à demander du secours des autres parties du pays.

On lit dans le discours du trône qu'il y a eu une accentuation de la reprise économique au Canada. Je suis sûr que nous sommes tous heureux de l'apprendre, mais je regrette de dire qu'un certain nombre d'entre nous n'ont pas été capables d'avoir leur part de cette prospérité. Nous constatons une forte augmentation de la production de notre industrie minière, mais nous constatons en même temps une diminution considérable de notre production agricole. La production du blé a été l'un des piliers du pays durant les années